



réussir
la
décentralisation

**Rapport de mission du réseau RLD/Mali à la réunion annuelle du
programme MDW à Konni au Niger**
(Du 02 mars au 04 mars 2009)

Délégation RLD/Mali :

- *Mme Diawara Ariane Marie Sangaré*
- *Ahmed Sékou Diallo, AFAD*
- *Lamine Tounkara, Conseil de Cercle de Kangaba*

AVRIL 2009

Sommaire

Sigles et abréviations.....	3
Introduction.....	4
II) Projection de film de IED/Afrique sur le budget participatif.....	5
III) Présentation de la consultante de ASDI	5
IV) Planification des activités par pays	6
V) Présentation de la stratégie de communication du programme	8
VI) Planification de l'auto-évaluation des réseaux	8
4.1) Qui participe ?	9
4.2) Méthodologie	9
VII) Auto-évaluation sous régionale	9
VIII) Les activités sous-régionales.....	9
8.1) Le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP)	9
8.2) Comment capitaliser les expériences.....	9
8.3) Les conventions locales de gestion des ressources naturelles.....	10
8.4) Diffusion des films sur : Femme et Décentralisation, les Conventions Locales.....	10
IX) Réflexion sur une troisième phase du programme.....	10
X) Rencontres bilatérales.....	11
10.1) Rencontre Mali /Burkina-Faso	11
10.2) Rencontre Mali/Niger	12
10.3) Rencontre Mali/Sénégal.....	12
10.4) Mali/IIED	13
XI) Clôture de l'atelier	13

Sigles et abréviations

AG	Assemblée générale
AFAD	Association
ASDI	Agence Suédoise de Développement International
CCAP	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
ECID	Espace Communal d'Interpellation Démocratique
GRAF	
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
IED/Afrique	Innovations Environnement Développement
IIED	Institut International pour l'Environnement et le développement
MDW	<i>Making Decentralization Work</i>
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACT	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SNV	Organisation Néerlandaise de Développement
TDR	Termes de Référence
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Du 02 au 04 mars 2009 s'est tenu à Konni au Niger la réunion annuelle du programme réussir la décentralisation. Les délégations du Mali, du Burkina-Faso, du Sénégal du Niger, la représentante de l'IIED /Grande Bretagne et la consultante de ASDI ont pris part aux travaux. Trois jours durant, les participants ont fait l'état des lieux du transfert de compétences dans les différents pays, les activités programmées pour la dernière année (avril 09-mars 2010) du programme ont été élaborées par les différents réseaux, une stratégie de communication pour les années à venir a été présentée par la coordinatrice des programmes de IED/Afrique, le financement de la troisième phase du programme a été largement débattu lors de l'atelier. Comment les réseaux vont faire pour continuer, des pistes de réflexions ont été avancées. Le RLD/Mali était représenté par Mme Diawara Ariane Marie Sangaré du secrétariat permanent, M. Ahmed Sékou Diallo du comité stratégique et de M Lamine Tounkara du Conseil de cercle de Kangaba.

JOUR 1

La cérémonie d'ouverture a lieu à la préfecture de Konni où trois discours ont été prononcés ; le premier par un représentant de la ville de Tahoua, le second par le chef de fil GRN décentralisation et le troisième par le secrétaire général de la préfecture de Konni. Tous ont souhaité la bienvenue aux participants

Après la cérémonie d'ouverture, les participants sont retournés au Motel de Konni pour la poursuite des travaux.

I) Etat des lieux du transfert de compétence au Niger

Une communication sur la problématique du transfert de compétences au Niger a été faite par M Elh Idi Daouda conseiller technique au Ministère de l'intérieur, de la sécurité Publique et la Décentralisation. Dans sa communication, M. Idi Daouda a précisé qu'après plus de quatre ans de fonctionnement des communes, les acteurs de terrain se montrent désireux de prendre en main leurs responsabilité, sans toujours bien savoir lesquelles en relation avec qui ? Et comment ?

- L'accompagnement de l'Etat est timide face à certaines incertitudes et hésitations qui ne donnent pas une bonne visibilité du portage politique du processus ;
- Des services techniques résistent au changement à travers les départements ministériels conservateurs,
- La concentration des moyens au niveau de l'administration centrale,
- Les injonctions financières de payer assez fréquentes dans une nomenclature pas claire, une tension fiscale exacerbée par l'incivisme fiscal ;
- Le manque de personnel en qualité et en quantité dans les communes,
- La libre administration fait l'objet de mauvaise interprétation car l'autonomie de gestion ne signifie pas souveraineté. Les communes ne disposent pas de la « compétence de la compétence »
- Seul l'Etat est porteur et organisateur

D'où

- Nécessité de changement de comportement de tous les acteurs,
- Nécessité de redistribuer les compétences, les matériels, les finances et le personnel pour l'accomplissement des services publics,
- Nécessité de volonté politique, d'engagement, d'autorité et d'arbitrage au niveau des organes supérieurs de gestion de l'Etat pour transférer les compétences dans le respect des lois et règlement en vigueur.

Le Mali, le Burkina –Faso et le Sénégal ont également présenté l'état des lieux de la décentralisation dans leur pays.

Des questions de compréhension ont été posées par les participants

L'après-midi

II) Projection de film de IED/Afrique sur le budget participatif

La projection de film sur la transparence budgétaire : l'exemple de Fissel et NDiaganiaw a été faite par IED/Afrique

Ce film est un outil qui renforce la participation des populations locales à la vie de la communauté rurale. Le réflexe pour rendre compte de la part des autorités est un mécanisme qui aide à améliorer la performance des citoyens. A Fissel et NDiaganiaw, l'élaboration du budget participatif a suivi plusieurs étapes :

Bonne gouvernance ; que les élus s'assurent que leurs actions sont connues par les populations,

- La mise en place d'un comité de suivi,
- La tenue d'un forum villageois,
- L'identification des problèmes par les communautés rurales,
- Choix de deux délégués
- Organisation d'un forum de délégué

Etablissement de la liste des investissements à réaliser.

L'élaboration du projet de budget est faite avec les populations et son approbation par le sous-préfet.

Le forum de compte rendu final est la dernière étape. Le budget participatif est une occasion pour les populations d'affirmer leur citoyenneté.

Des questions de compréhension ont été posées aux responsables de IED/Afrique :

Le budget est-il tiré d'un programme au niveau de la Commune ?

Par rapport au fonctionnement, quel est le pourcentage affecté à l'investissement

Y a-t-il eu des difficultés qui ne sont pas apparues dans le film ?

Quelle est la relation entre le budget et le plan communal de développement

M. Bara Guèye, Directeur de IED/Afrique a donné les éléments de réponse suivants ;

Le film est un film pédagogique et non un film d'évaluation. L'objectif, c'est de montrer quelles sont les étapes d'élaboration du film. Une des difficultés c'est que le budget participatif est un long processus ; comme c'est un processus nouveau, une fois que les populations voient l'importance, elles peuvent participer. IED/Afrique appuie les animateurs dans le paiement des frais de déplacement

Par rapport à l'articulation entre le budget participatif et le plan, il fallait comprendre quelles sont les étapes. Cette année, IED/Afrique a commencé le processus d'articulation entre le budget et le plan. Désormais, c'est le plan local qui va servir de support pour le budget. .

L'esprit du budget participatif, c'est que le maire ne contrôle pas le processus, c'est surtout les populations. Le conseil rural participe à l'élaboration du budget en tant que citoyen et non en tant que conseillers. Une fois que l'ordre des priorités est dégagé par les populations, le conseil rural (commune) ne peut plus cet ordre.

La taxe rurale est la seule sur laquelle on peut définir le degré de participation des populations. Au Sénégal, il n'y a pas de clé de répartition de budget. Il y a des fonds qui viennent de l'Etat central que l'on ne peut pas prendre comme budget de fonctionnement

III) Présentation de la consultante de ASDI

La consultante de l'ASDI Mme Malene Wiinblad, de PEM Consult a pris la parole pour se présenter aux participants. Elle remplace Mme Dorrit Jensen Skarup. PEM Consult est une entreprise Danoise et Mme Malene Wiinblad est la consultante qui va désormais suivre le

programme. Elle est basée au Mozambique. En 2008, elle a travaillé comme conseillère de la décentralisation. Malene était très contente d’avoir fait la connaissance des participants.

IV) Planification des activités par pays

Après, les différents réseaux ont été invités à faire leur planning des activités pour la dernière année de la deuxième phase.

Pour le réseau Mali, il s’agit de:

Axes et objectifs 2010	Activités prévues 2008-2009	Activités réalisées	Eléments d’impact par axe
<p>CCAP/SEP :</p> <p>Les collectivités de Bancoumana, Nara et Kangaba maîtrisent et appliquent le SEP. L’approche SEP est systématisée et diffusé au niveau national.</p>	<p>Renforcer l’expérience de Bancoumana</p> <p>Répliquer l’approche SEP dans la commune de Nara</p> <p>Réaliser le CCAP dans le cercle de Kangaba</p>	<p>Formation des membres de l’équipe SEP sur la mise en place des comités de prévention et de gestion des conflits à Bamako</p> <p>Formation à Bancoumana du Conseil Communal et la société civile sur la prévention et la gestion des conflits</p> <p>Mise en place des comités de prévention et de gestion des conflits dans 14 villages de Bancoumana.</p>	<p>Création d’un climat de confiance entre les acteurs de Bancoumana</p> <p>Augmentation du taux de mobilisation des ressources de la Commune,</p>
<p>Convention Locale :</p> <p>Une convention locale transfrontalière est élaborée et appliquée entre Tominian et Nouna</p>	<p>Une convention locale pour prévenir, gérer les conflits</p> <p>Conventions locales transfrontalières (Tominian et Kangaba)</p>	<p>Proposition de planning d’élaboration de la convention transfrontalière Mali-Burkina- Faso</p> <p>Envoi du planning aux autorités Burkinabés et au réseau du Burkina-Faso</p> <p>Organisation d’échanges entre les autorités des deux pays</p>	
<p>Genre :</p>		<p>Formation à Nara des femmes en épargne</p>	

<p>Identification et appui à des initiatives de femmes s'occupant de la protection de l'environnement</p>		<p>crédit Formation à Nara des femmes sur leurs droits et devoirs Mise en place à Nara Ouagadou de 30 groupements d'épargne crédit pour les femmes Mise en place à Nara, Ouagadou et Koronga de trois réseaux d'appui aux candidatures féminines</p>	
<p>Réseautage et communication : Assurer l'information, la communication et la visibilité du réseau</p>		<p>Publication et diffusion régulière de numéros de la Toïle Diffusion des comptes rendus de réunion, des rapports d'activité Large diffusion du film de IED/Afrique sur femme et décentralisation Réalisation de calendrier pour l'année 2009</p>	

Jour 2

La journée a commencé par la lecture du rapport de synthèse de la première journée. La synthèse a été faite par Ahmed Sékou Diallo du réseau RLD/Mali. Quelques questions de compréhension ont été posées à savoir :

- La relation entre le SEP et le budget participatif
- Le réseau d'appui aux candidatures féminines
- Les éléments d'impact du budget participatif, quels sont les moyens de vérification ?
- Quelles sont les stratégies développées par les communes qui ont appliqué le budget participatif
- Les pièces justificatives,

Des éléments de réponse ont été donnés par **M Bara Guèye de IED/Afrique**

Il n'est pas dit que les communes qui veulent suivre le SEP doivent passer par le budget participatif. Le budget participatif est un résultat. C'est une organisation communautaire qui après des constats qui ne leur permettaient pas d'évaluer la décentralisation a demandé l'introduction du budget participatif. Parmi les constats, par rapport à la participation, les populations ne savaient pas qui prenait les décisions au conseil rural, comment l'information est organisée, comment les réunions sont organisées, qui les organisent ? C'est après tous ces questionnements que les populations se sont rendues compte que la transparence n'était pas réelle.

Bara Guèye dira que l'objectif du budget va au delà des pièces justificatives. L'objectif c'est de créer une culture que le citoyen joue un rôle. Le citoyen doit demander des informations. Pour le conseil rural (Communal au Mali), son rôle c'est de rendre compte. Il y a des structures de contrôle qui existent et qui sont plus habilitées à contrôler les pièces justificatives.

Par rapport au réseau d'appui aux candidatures féminines Ahmed Sékou Diallo de l'ONG AFAD dira que ce réseau existe pour une participation massive. A Nara, l'ONG AFAD a une équipe d'animation et il fallait que les équipes soient accompagnées par les femmes leaders du réseau d'appui aux candidatures féminines.

V) Présentation de la stratégie de communication du programme

La stratégie de communication du programme a été présentée par **Mme MBow Awa Faly Ba**, coordinatrice des programmes à IED/Afrique

L'objectif de la stratégie c'est d'améliorer la communication entre acteurs du programme. Pour les bulletins et autres publications des réseaux, élaborer un planning semestriel des publications nationales et régionales.

Mettre en ligne des publications des réseaux.

La communication a suscité plusieurs réactions

Pour une stratégie de communication, on ne va pas parler d'une année mais surtout pour les années à venir. Comment essayer de produire des cassettes audio ? Les supports sont à retravailler

Le réseau GRN décentralisation appui le secrétaire permanent du Code Rural. Il faut impliquer le Code Rural dans la stratégie de communication

Nous devons poursuivre le renforcement des capacités des membres

Comment se faire connaître ?

L'implication des secrétaires permanents, qui a la charge de porter tout cela ?

Quels sont les objectifs que nous visons ? Est ce qu'il y a la visibilité du programme.

Il faut que les réseaux soient en complicité nationale avec les institutions stratégiques

Réponses

Ce n'est pas un plan d'actions, c'est des pistes de communication. Nous n'avons pas fait quelque chose de régionale pour les réseaux. La question de renforcement de capacité est pertinente, site web ou page web, il peut contenir autant d'informations.

La question essentielle c'est quelles sont les activités de communication qu'on pourrait faire d'ici la clôture du programme. Qu'est ce qui est réaliste de faire ? Est ce que la communication peut être un des axes stratégiques ?

VI) Planification de l'auto-évaluation des réseaux

Après la présentation sur la stratégie de communication, place fut donnée à la planification de l'auto-évaluation. Les participants ont été invités à groupes de travail pour affiner la formulation des critères, chaque groupe devrait écrire les résultats de l'affinement.

Ensuite les participants devraient se retrouver par pays pour discuter de la démarche et de l'échéancier par rapport à l'auto-évaluation.

Pour le réseau RLD/Mali, l'auto-évaluation du programme est prévue pour le moi de mai avec la huitième assemblée générale.

4.1) Qui participe ?

Les membres du réseau, les ONG, les services techniques, les élus, les personnes ressources, les collectivités territoriales, le secrétariat permanent.

4.2) Méthodologie

- Formulation d'un TDR par le secrétariat permanent,
- Validation des TDR par le comité stratégique
- Elaboration d'un guide par un consultant
- Diffusion du guide aux membres du réseau
- Analyse et synthèse des données
- Présentation et validation des résultats à l'AG
- Diffusion des résultats

La réunion a retenu que les différents réseaux créent des mécanismes de partage par rapport aux outils. L'IIED va élaborer une note conceptuelle sur le travail de Dakar et de Konni pour définir les objectifs de l'auto-évaluation.

VII) Auto-évaluation sous régionale

Le principe a été retenu. L'atelier sera coordonné par l'IIED. L'auto-évaluation –sous régionale fera partie de l'agenda de la réunion semestrielle de septembre 2009. Le RLD/Mali sera l'hôte de cette réunion. La réunion a proposé d'envoyer un petit guide à chaque réseau (début juillet) sur qu'est ce qu'on attend que les réseaux apportent à la réunion de septembre à Bamako. L'atelier de septembre sera un atelier d'auto-évaluation.

Jour 3

La journée a commencé avec la lecture de la synthèse de la deuxième journée par Mme Ouédraogo Salamata Sawadogo secrétaire exécutive du réseau BurKina. La synthèse a été adoptée par les participants

VIII) Les activités sous-régionales

8.1) Le Contrôle Citoyen de l'Action Publique (CCAP)

En septembre 2008, la réunion semestrielle de Dakar avait sollicité le RLD/Mali pour l'élaboration de TDR par rapport à la capitalisation des expériences en CCAP. Les TDR ont été fait et diffusés aux secrétariats permanents des différents réseaux pour observations. Le réseau GRN-Décentralisation a formulé et envoyé au RLD/Mali des propositions par rapport à la capitalisation des expériences. La réunion a retenu de finaliser les TDR et les diffuser à tous les réseaux. L'atelier régional sur le CCAP est maintenu, la visite de terrain ne devrait pas se limiter uniquement à des Communes du Mali, il faut diversifier en ajoutant d'autres communes (des autres réseaux) qui appliquent le CCAP/SEP.

8.2) Comment capitaliser les expériences

Madame Su Fei Tan de l'IIED va circuler d'ici fin mars la liste des documents collectés lors de l'évaluation à mi-parcours du programme. Cela pour faciliter l'information en vue de bien préparer l'auto-évaluation de septembre 2009.

La réunion de septembre 2009 à Dakar avait sollicité l'IIED/Afrique à appuyer les différents réseaux par rapport au CCAP. C'est ainsi qu'en février 2009, le secrétariat permanent du RLD/Mali et le réseau de BurKina ont participé à Fissel et N'Diaganiaw à l'atelier de partage

des expériences du CCAP dans ces deux communautés rurales du Sénégal. L'application du budget participatif par les populations a été bien diffusée. L'activité était pilotée par IED/Afrique de Dakar.

8.3) Les conventions locales de gestion des ressources naturelles

Le RLD/Mali avait été désigné comme porteur de cette activité lors de la réunion de septembre 2008 à Dakar. La secrétaire permanent Me Ariane Diawara a fait le point par rapport à l'élaboration de la convention transfrontalière de gestion des ressources entre les collectivités de Tominian (Mali) et Nouna (Burkina-Faso).

Deux ateliers d'échanges ont eu lieu à Tominian en mars 2008 entre différents acteurs par rapport à l'élaboration de la convention transfrontalière,

- Une proposition de planning de travail a été fait par rapport à l'élaboration de la convention,
- Le PACT a recruté une conseillère par rapport au projet,
- La septième assemblée générale du RLD/Mali de décembre 2008 a apporté des amendements au planning de travail,
- Diffusion du planning de travail au réseau Burkina
- Une première prise de contact du Mali (PACT, Conseil de Cercle de Tominian, Préfecture de Tominian) a eu lieu au Burkina-Faso
- Diffusion du compte rendu de cette mission au réseau Burkina.

Un commentaire des démarches menées par le réseau Burkina a été fait par M. Pierre Ouédraogo du GRAF. Le CILSS est intéressé par les conventions locales. Du côté de l'UEMOA, c'est ce genre de programme concret dont ils ont besoin. Ces institutions sous-régionales veulent savoir qu'est ce que les différents réseaux ont pu mener sur les questions transfrontalières, qu'est ce que les réseaux veulent ? Si les projets sont pertinents, elles vont les amener à la commission pour adoption. L'UEMOA demande des propositions de problématique pour financement.

La réunion a proposé que le réseau du Burkina envoie des TDR aux autres pays afin qu'ils s'inspirent pour élaborer leurs TDR. Ces TDR seront envoyés au Burkina-Faso pour amendement. IED/Afrique doit envoyer aux différents réseaux, les TDR qu'ils ont formulé. Une autre proposition était qu'au niveau régional, il fallait trouver un événement d'ici décembre 2009 pour discuter d'une problématique de cette nature.

8.4) Diffusion des films sur : Femme et Décentralisation, les Conventions Locales

Les deux films produits par IED/Afrique ont été diffusés au Mali par le secrétariat permanent du RLD/Mali.

Les participants se sont ensuite penchés sur la planification des activités pour la dernière année. Il s'agissait d'identifier les activités que les pays veulent réaliser par rapport aux trois axes du programme (CCAP/SEP, Genre Décentralisation, Conventions Locales)

IX) Réflexion sur une troisième phase du programme

Des réflexions ont eu lieu sur les perspectives de la prochaine phase et la formulation du cadre stratégique. Il s'agissait de savoir si les différents réseaux veulent toujours continuer avec le programme pour une troisième phase.

Par rapport à cet aspect, un commentaire a été fait par IED /Afrique.

Mr Goran aurait bien voulu effectuer le déplacement à Konni pour participer à la réunion et donner certaines informations.

Processus de délocalisation des mécanismes de prise de décision en Afrique

C'est désormais le bureau de Nairobi qui va s'occuper des questions de gouvernance. Les différents réseaux doivent adresser des propositions d'activités au bureau de Nairobi. Une nouvelle équipe va participer à la prise de décision. Il faut que les réseaux essayent de contacter cette équipe pour leur expliquer le programme MDW. Les réseaux ne doivent pas attendre de faire des propositions pour ensuite informer ASDI

ASDI met l'accent sur les activités à caractère régional. Les réseaux doivent le montrer dans la formulation de leur proposition. Les changements climatiques sont devenus une activité prioritaire de l'ASDI. Donc changement climatique et décentralisation est un axe qui prend de l'importance au plan international.

La réunion a également proposé que le programme doit s'ouvrir à d'autres partenaires en plus de ASDI, comme le PNUD, DANIDA etc. pour diversifier les financements.,

Pour avoir une visibilité au niveau régional, nous devons construire des réseaux nationaux forts. Nous devons prioriser la qualité du renforcement des capacités. Nous devons avoir des réseaux capables de faire le suivi évaluation.

Comment faire pour continuer

La réunion a fait des propositions

S'appuyer sur les résultats de l'auto-évaluation des différents réseaux,

S'appuyer sur les résultats de l'évaluation externe du programme.

La réunion a fait le constat suivant à savoir que les réseaux nationaux ont des organes de fonctionnement mais les réseaux sous régionaux n'ont pas d'organe avec un mécanisme de fonctionnement, des objectifs fixés.

Pour la poursuite des activités du programme, la réunion a proposé :

- Faire un inventaire des problématiques sous-régionales,
- Etablir des contacts avec ASDI de Nairobi
- Ecrire une note conceptuelle (de cinq pages environ) à envoyer au partenaire.

Continuer à approcher ASDI et explorer d'autres partenaires.

X) Rencontres bilatérales

Des rencontres bilatérales ont eu lieu entre les différents réseaux.

10.1) Rencontre Mali /Burkina-Faso

Les discussions ont surtout tourné autour de l'élaboration de la convention transfrontalière de gestion des ressources naturelles entre Tomini (Mali) et Nouna (Burkina-Faso)

Les représentants du réseau décentralisation du Burkina ont fait le point. Du côté burkinabé, les membres du réseau n'ont pas pu s'impliquer dans le processus. Selon, en aucun moment le réseau décentralisation du Burkina n'a été sollicité. Le secrétariat exécutif n'a pas pu informer les membres du réseau Burkina. Selon les représentants du réseau, du côté des autorités administratives, la perception de la partie burkinabé c'est qu'il y a eu très peu d'ouverture pour leur permettre de s'insérer dans le processus. Ils estiment qu'on les associe comme acteur de la mise en œuvre. Ils estiment ne pas avoir assez d'éléments pour informer leur hiérarchie. Or du côté malien, les choses avancent d'où leur inquiétude. Du côté burkinabé, on estime que l'information n'a pas été la même partout. Le haut commissaire a rencontré le président du Conseil d'Administration du GRAF pour clarifier la demande, le contexte et les enjeux fonciers. Les membres du réseau décentralisation du Burkina nous ont fait savoir que du côté du Faso, rien ne peut être fait sans une décision du Conseil des Ministres. Le réseau

Burkina doit également mener une réflexion avec le GRAF par rapport au processus. Si les deux réseaux doivent se rencontrer pour discuter sur le planning, les représentants du réseau Burkina proposent début juin 2009 cela pour leur permettre d'avoir de la matière à discuter. La délégation malienne a fait savoir aux représentants du réseau décentralisation du Burkina que le PACT a recruté une conseillère qui va travailler sur le processus d'élaboration de la convention transfrontalière. A Tominian, l'administration est bien impliquée dans le processus. Lors de la septième AG du réseau de décembre 2008 à Tominian, les discussions autour du planning d'élaboration ont été présidées par le Préfet de Tominian en présence des membres du Conseil de cercle de Tominian et d'autres acteurs. Le planning a été envoyé au secrétaire exécutif du GRAF. Une mission a eu lieu en janvier 2009 à Nouna. La mission était composée de la tutelle, du Conseil de Cercle de Tominian, de la conseillère PACT et du consultant GRN. Le compte rendu de mission a été envoyé au secrétariat exécutif du GRAF. Les participants maliens ont souhaité que les deux réseaux s'impliquent afin que chacun puisse s'approprier du processus.

10.2) Rencontre Mali/Niger

Le réseau GRN-décentralisation du Niger a informé la délégation malienne qu'il existe un partenariat entre l'ONG AHAROG et la SNV/Niger sur la gestion des ressources naturelles transfrontalières. Tout est parti de la Commune d'Andéranboukane (Mali) et de Tiliya (Niger). Une rencontre a eu lieu entre la SNV/Niger et la SNV/Mali. Plusieurs rencontres ont eu lieu par rapport à la mobilité des animaux. Un comité inter communal a été mis en place. Il est prévu l'élaboration de deux conventions locales. Une première autour de la mare de Tamalet (Mali) et une seconde autour du puits de Elangué au Niger. Les participants Nigériens souhaitent que le RLD/Mali prenne contact avec la SNV /Mali pour s'impliquer dans le processus et diffuser les informations.

Des questions ont été posées aux participants maliens. L'espace communal d'interpellation, est ce que le Mali peut appuyer le Niger dans ce processus ?

Comment se fait la circulation de l'information entre les membres du RLD/Mali ? Le RLD/Mali est formel ou informel ?

Des éléments de réponse ont été donnés par la partie malienne. :

L'espace d'interpellation communal est une activité que l'ONG AFAD applique dans sa zone d'intervention à Nara. Le maire présente le bilan de sa commune, il justifie ses dépenses, lance des messages à sa population, fait des recommandations par rapport à ce qu'il faut faire. L'ONG AFAD se dit prête à accompagner le réseau Niger au cas où ils veulent réaliser l'ECID.

Pour le fonctionnement du RLD/Mali, le réseau Mali est informel. Le réseau dispose d'un comité stratégique, d'un secrétariat permanent et tient deux assemblées générales par an.

La circulation de l'information se fait à travers différents canaux de communication : messagerie électronique, réunions du comité stratégique, diffusion de l'information lors des AG, tenue de conférence de presse, participation à des ateliers, diffusion du dépliant du réseau, publication etc.

10.3) Rencontre Mali/Sénégal

La délégation malienne a informé la délégation sénégalaise de l'état d'avancement des activités financées par IED/Afrique. Par rapport au retard pris dans la réalisation du SEP à Nara, l'ONG AFAD a eu des problèmes de financement d'où le processus était arrêté.

A Bancoumana : il y a eu le renforcement de l'équipe SEP. Il y a eu également la mise en place des comités de gestion des conflits dans les 14 villages de la commune de Bancoumana. L'équipe SEP veut réaliser une formation sur le mode de scrutin Avec les élections d'avril 2009, il faut former les nouveaux élus en décentralisation. Pour la Commune de kangaba, il y a eu le lancement officiel du SEP. Il faut maintenant mettre en place une équipe et former les membres de l'équipe. Le Conseil de Cercle de Kangaba a organisé la restitution publique de son compte administratif le 12 février 2009. Le Conseil de Cercle veut procéder à la présentation du compte administratif dans les neuf communes du cercle.

La délégation sénégalaise a été informée que l'ONG AFAD est en partenariat avec « Group Développement » sur un programme qui concerne le parcours des animaux.

Délégation sénégalaise : Par rapport au SEP et au budget participatif, IED/Afrique a transféré les outils aux réseaux. Un numéro du bulletin SEG Taaba doit apparaître en avril 2009 sur la transparence budgétaire. Un autre numéro sur les conventions locales et changement climatique doit apparaître. Un appel à contribution est demandé à chaque réseau. IED/Afrique va circuler un document sur le comité éditorial pour Seg Taaba. Par rapport au site web, il a été demandé de mettre tous les numéros du bulletin la Toile en ligne.

AGRIDAPE : IED/Afrique compte réaliser une évaluation approfondie de la revue AGRIDAPE. Un focus-goup test sera réalisé au Mali. IED/Afrique va nous relancer au moment opportun.

10.4) Mali/IIED

La délégation malienne a informé Madame SU Fei Tan de IIED des prochaines restitutions publiques que le Conseil de cercle de Kangaba veut réaliser dans les autres communes de Kangaba. Le nombre de parution de la Toile pour la dernière année a été évoqué. La prochaine réunion de sept 2009 a également été évoquée. IIED souhaite au maximum une dizaine de personnes pour cette rencontre. Chaque réseau doit se faire représenter par deux personnes.

Les rapports annuels des réseaux : faire l'Etat des lieux du processus de la décentralisation dans les différents pays et le point sur les activités. Envoyer le rapport financier à Christel.

En marge de l'atelier, la secrétaire permanente a eu un entretien avec Mme Malene Wiinblad la consultante de ASDI pour les questions relatives à l'évaluation du programme par rapport au réseau Mali.

XI) Clôture de l'atelier

La cérémonie de clôture a été présidée par M. le secrétaire général de la Préfecture de Konni. Le réseau du Niger a été remercié pour les efforts consentis dans l'organisation de la réunion.